

l'essor

La cause de la paix La pratique de la solidarité Le respect de la vie L'ouverture à la créativité
n°6 - décembre 2013 - paraît 6 fois par année www.journal-essor.ch

Forum de ce numéro (pages 3 à 10)

La fin du travail?

Editorial

Chantage et mensonges

Le 24 novembre dernier, les électrices et électeurs suisses étaient appelés à se prononcer sur trois objets. Rarement, campagne a été autant marquée par le chantage, les mensonges et les omissions.

L'initiative 1:12 tout d'abord. Au lieu de dénoncer (ou pour le moins de regretter) les salaires indécentes de quelques dirigeants (certains d'entre eux gagnent 20 fois plus qu'un conseiller fédéral et 200 fois plus que leurs ouvriers), les partis de droite ont usé une fois de plus du chantage: *si vous voulez limiter les salaires, les entreprises vont délocaliser à l'étranger*. Le mensonge aussi: *l'Etat veut introduire un diktat sur les salaires*.

Le référendum sur le prix de la vignette a aussi donné lieu à un chantage inadmissible, cette fois de la part des autorités fédérales: *si vous ne votez pas l'augmentation, certains tronçons ne seront pas construits*. Le débat a par ailleurs mis en évidence l'égoïsme de certains adversaires. Un fumeur qui dépense 250 francs par mois pour un paquet de cigarettes par jour trouve excessive l'augmentation. Il en est de même pour une personne qui m'a dit avoir assisté avec son épouse à un concert dont la place valait 390 francs. Une soi-

rée (avec le repas et le déplacement) à 1000 francs, c'est acceptable, la vignette annuelle à 100 francs ne l'est pas! Seuls certains écologistes sont cohérents puisqu'ils s'opposent à l'augmentation de la vignette en dénonçant l'accroissement du trafic routier.

Dans le canton de Neuchâtel, c'est le même scénario: *si l'extension des heures d'ouverture des magasins n'est pas acceptée, il n'y aura pas de convention collective pour le personnel de la vente*. Mais quelle convention collective puisque Unia a négocié un salaire minimum au-dessous de 3500 francs par mois alors que le même syndicat réclame 4000 francs par une initiative fédérale?

Malgré l'appui unanime des partis de droite, des partis de gauche et de tous les syndicats, l'extension des heures d'ouverture des magasins n'a recueilli que 61% des voix. Certains feraient bien de se demander pourquoi le fossé s'élargit entre les élites et le peuple et pourquoi 35% des ouvriers votent pour l'UDC qui est pourtant le parti le plus anti-ouvrier du pays.

Toujours dans le canton de Neuchâtel, où le peuple a accepté l'introduction d'un salaire minimum, le Conseil d'Etat, à majorité socialiste, propose un salaire de 3640 francs par mois. Et qui crie qu'il est impossible de vivre avec cette somme? Le syndicat Unia! Comment prendre au sérieux un syndicat dont une main ignore ce que fait l'autre...

La chenille

Le travail mène à la richesse
Pauvres poètes, travaillons!
La chenille en peinant sans cesse
Deviens le riche papillon.

Guillaume Apollinaire

Rémy Cosandey

Beaucoup trop de riches ne payent pas les impôts qu'ils doivent et exigent des politiques d'austérité

Malgré une situation financière et économique relativement favorable en comparaison internationale, on ne finit pas d'entendre des prévisions alarmistes: dès lors il faut diminuer le coût du travail, il faut diminuer les charges sociales, il faut diminuer le coût des retraites. Jamais il n'est question de diminuer le coût du capital. Or, le dernier numéro du *Monde diplomatique* explique ce coût qui est véritablement exorbitant si l'on ne se contente pas de regarder seulement le taux des dettes hypothécaires.

Dans un excellent exposé, présenté devant le comité cantonal de l'AVIVO vaudoise à Nyon, Fabrice Ghelfi, chef du service cantonal des assurances sociales et de l'hébergement du canton de Vaud, a rappelé que le Conseil fédéral, en 1995, prévoyait, pour l'AVS de 2010, un **déficit** de 3700 milliards et un capital ramené à 2 milliards. Or, les comptes de 2010 annoncent un **bénéfice** de 1800 milliards et un capital de réserves solide de 40 milliards.

L'augmentation incessante de l'efficacité de l'économie moderne est systématiquement oubliée dans toutes les analyses publiques. On ne prend en compte que le vieillissement de la population. L'accélération de la productivité est entièrement empochée par les actionnaires. C'est bien pour cela qu'il ne faut jamais en parler. Les salaires et les conditions de travail stagnent depuis 40 ans.

Nous avons le devoir de nous informer mieux mais les publications qui dénoncent les déséquilibres, les accaparements et les raisonnements volontairement faussés sont très rares. Rares aussi les économistes et les politiques qui osent dire qu'il peut y avoir un salut en dehors des politiques d'austérité.

Les bénéfices exportés

En toute légalité, depuis plus d'un demi-siècle, les multinationales ne font apparaître l'essentiel de leurs bénéfices que dans les pays qui les exonèrent de l'impôt. Il faut absolument remédier à cela et il semble que l'OCDE soit décidée à agir dans ce sens. Mais comment sera-t-il possible de définir quelles sont les «factu-

rations bidon» qui permettent ce manège?

Et l'évasion fiscale?

Mais la bataille principale qui semble se jouer actuellement est celle qui vise à supprimer l'incroyable évasion fiscale. Elle est estimée entre 21 et 31 millions de milliards de dollars. Il était temps.

Parmi les acteurs les plus actifs dans ce domaine, il y a les banques et les bureaux d'avocats suisses. Depuis que les Etats-Unis et l'UE ont pris le taureau par les cornes, on n'en finit pas de crier dans tous les médias que la Suisse est attaquée. Il n'en est rien. Ce ne sont que les fraudeurs et les banques qui les encouragent dans l'illegalité qui sont visés.

Lorsque tous les fraudeurs seront remis à l'ordre, que tous les riches payeront enfin les impôts qu'ils doivent, la situation des Etats sera plus saine et les restrictions dans les politiques sociales ne seront plus la priorité des gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche.

30.000 milliards

Les estimations les plus récentes sont les suivantes: l'évasion fiscale fait perdre à l'ensemble des Etats du monde environ 30 millions de milliards de dollars et à la seule Europe un million de milliards d'euros. Avec de telles rentrées, il serait infiniment plus facile de gérer les affaires publiques. *Il faut que ceux qui veulent échapper à l'impôt n'aient nulle part où aller*, aurait affirmé David Cameron, Premier ministre de Grande Bretagne, lors de la dernière rencontre du G8. Il n'est pourtant pas vraiment connu comme un progressiste. Nous lui souhaitons bonne chance dans son projet. Souvenons-nous que c'est surtout ceux qui cachent leurs revenus et leurs fortunes qui montrent du doigt les gouvernements. Ils les traitent d'incapables et le peuple applaudit.

La domiciliation extraterritoriale

Une autre affaire illustre encore notre sujet. Sous le nom de «offshore leaks», deux disques durs provenant de sociétés spécialisées dans la domici-

liation territoriale ont été portés à la connaissance des journaux. Il s'agit de 2,5 millions de documents qui concernent 122.000 sociétés écrans dans 140 pays. Ces sociétés affirment dans leur publicité ciblée qu'elles garantissent aux fraudeurs «*qu'aucun document d'identification ne pourra vous lier à votre société, même en cas d'investigations*».

Malgré l'ampleur des chiffres mis sur la place publique, un directeur de l'OCDE affirme que ces documents proviennent « d'une petite boutique » comparée aux grosses entreprises actives dans ce domaine.

L'endettement public

On sait l'endettement de l'ensemble des Etats du monde. Il est estimé à environ 30.000 milliards de dollars dont la moitié pour le gouvernement des Etats-Unis. Or selon l'organisation Tax Justice Network, c'est entre 21 et 31.000 milliards qui se cachent dans les paradis fiscaux. Selon le président de la Raiffeisen de la Riviera, M. Gilles Altermath, qui s'exprimait lors de l'assemblée générale de cette coopérative, la Suisse en détiendrait 700 milliards de dollars.

Je tire une partie de mes chiffres du dernier journal *Angles d'Attac* qui explique encore le rôle important de certains avocats d'affaires genevois dont le champion est administrateur de 767 sociétés. Sont cités également de nombreux avocats très médiatisés.

L'échange automatique d'informations sera-t-il utilisé?

L'échange automatique d'information ne serait plus un tabou. Tant mieux. Encore faudra-t-il que les administrations fiscales soient en mesure de faire leur travail. On sait que la droite, depuis toujours, est très réticente lorsqu'il s'agit de doter ces administrations de collaborateurs assez nombreux et assez compétents.

En suivant les discours prononcés au G8 et à l'OCDE, il semble qu'un tournant important ait été franchi. Restons optimistes.

Pierre Aguet

Certains en ont trop, d'autres pas du tout!

L'initiative populaire demandant le versement d'un revenu de base inconditionnel a abouti et a été déposée à la Chancellerie fédérale. Certains estiment qu'elle résoudra bien des problèmes, d'autres la considèrent comme une dangereuse utopie. Un des initiateurs a rédigé un article susceptible de faire réfléchir les convaincus et les sceptiques. Dans le camp des opposants, c'est le silence: les trois personnes que nous avons sollicitées (un parlementaire de droite, un parlementaire socialiste et un militant d'extrême gauche) n'ont même pas pris la peine de nous répondre! Sans doute avaient-ils trop de travail!

La fin du travail! Nous n'en sommes encore pas là mais nos collaborateurs tracent des pistes, envisagent des scénarios, émettent des propositions. Ce qui est certain, c'est que le travail est mal réparti, aussi bien dans notre pays que dans le monde. Il y a d'un côté ceux qui en ont trop et qui sont victime d'un surmenage ou d'une dépression. Il y a de l'autre côté des centaines de millions d'hommes et de femmes qui sont au chômage et qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Les riches sont toujours plus riches (le nombre de millionnaires a partout explosé) et les pauvres toujours plus pauvres. Inadmissible! Il est nécessaire de se poser la question: vit-on pour travailler (et pour s'enrichir!) ou travaille-t-on pour vivre?

Comité rédactionnel de *l'essor*

Travailler pour gagner sa mort

Personne ne nous avertit, lorsque l'on vient au monde, que notre vie sera une suite continue de laabeur. Pourtant, nous allons enchaîner des années d'école, d'apprentissages ou lycée, université ou hautes écoles, puis enfin, le travail; et tout ça pour quoi, pour «gagner sa vie». Chaque être humain est le fruit d'une union soit guidée par l'amour ou la passion; cette existence nous est donnée, et il faudrait la gagner? Peut-on vraisemblablement racheter une vie que l'on nous a accordée? Pourtant, quoi de plus naturel que de mettre un enfant au monde? Depuis toujours, les êtres vivants donnent la vie, une de plus parmi tant d'autres, noyée dans le grand tout de la société, offerte en pâture au service du grand rien, du «on» universellement impersonnel.

Pourquoi aller gagner sa vie, puisqu'on l'a déjà!

Anonyme

Alors pour survivre, on travaille, toujours et encore, en Suisse, ce sera bientôt jusqu'à ce que mort s'ensuive. La retraite est actuellement fixée à soixante-cinq ans; ce sera probablement septante ans prochainement, lorsque je serai en âge de prendre ma propre retraite. Notre belle jeunesse est hypothéquée, combien d'années de notre existence passerons-nous à «gagner

notre vie»? Si nous avons la chance d'être en bonne santé, nous pourrions profiter des dix dernières années, puisque l'espérance de vie est de huitante ans. Qu'allons-nous faire de cet argent, en supposant que l'on puisse en mettre de côté, puisque nous n'aurons ni le temps de le dépenser, ni la possibilité d'en profiter. La mort nous emporte souvent bien avant l'heure, et l'Etat ou nos héritiers se chargent de récupérer nos économies patiemment engrangées pour des vieux jours que nous ne vivrons jamais.

Quand nous travaillons, nous ne profitons pas du temps qui nous a été octroyé sur cette Terre. Dans le meilleur des cas, nous fondons une famille, nous nous faisons des amis, mais nous ne pouvons en profiter pleinement, car le temps passé au travail est au détriment des relations familiales et amicales. Tous les jours, des couples se déchirent, des frères et sœurs se disputent un héritage, des parents battent leurs enfants. La faute à qui, à quoi, bien souvent au temps que nous prend notre travail. Epuisés, fatigués, il ne nous en reste que très peu à consacrer à l'amour. Que faire alors de notre argent durement gagné à la sueur de notre front, comment gérer la fatigue qui engendre l'impatience, et qui nous enlève toute énergie pour penser et agir raisonnablement? Paradoxalement, sans argent, la vie est impossible. Nous aimerions de loin pas-

ser plus de temps à vivre, à profiter du temps qui passe qu'à travailler, mais il faut travailler pour pouvoir vivre décemment.

Le droit au travail pour tous devient le droit aux travaux forcés quand l'environnement ne peut plus donner les moyens de la survie de tous.

Anonyme

Le contrat est ainsi fait: nous devons passer notre vie à travailler, puis mourir sans avoir vraiment vécu. Une question se pose: pourquoi devons-nous passer à côté de l'essentiel, de tout ce qui fait une existence digne d'être vécue? Pourquoi en serait-il ainsi? Arrêtons de travailler! Allons au bord de la mer ou à la montagne, faisons la grasse matinée tous les jours de la semaine et ne retournons plus jamais au turbin! Si nous voulons moins de travail, alors battons-nous pour ça! Le changement ne peut se faire comme par enchantement. Il faudrait que tous les jeunes se mobilisent vers ce même but: s'engager, c'est le mot-clé. J'en ai parlé autour de moi et la réponse est celle-ci: mais oui, c'est vrai, ce serait avec plaisir, c'est une excellente idée, mais nous n'avons pas le temps; nous sommes trop occupés à gagner notre vie, notre mort.

Aurore Girardet

L'amour du travail? Une étrange folie!¹

La morale du travail est une morale d'esclave, et le monde moderne n'a nul besoin de l'esclavage.

Bertrand Russel²

La cause de la soumission volontaire au travail n'est pas à rechercher dans un *Tu travailleras à la sueur de ton front*, ni dans *Il faut bien travailler pour vivre* et nullement dans *Le travail c'est la santé*.

Les machines transpirent à la place des hommes qui vivraient mieux en suant moins et leur santé physique et psychique en serait préservée!

Cette évidence fut démontrée tout au long de l'ère productiviste par de nombreux penseurs dont nous ne nous citerons ici que quelques-uns. Pourtant, leurs appels au délassement, à l'oisiveté, au farniente, à la paresse, aussi convaincants soient-ils, sont restés sans effets. De plus en plus d'êtres humains se soumettent volontairement à la torture des horaires de travail qui ne cessent de s'allonger et à l'intensification des tâches qui provoquent des maux inconnus auparavant tels que troubles musculaires, cancers professionnels et dépressions allant jusqu'au suicide.

Si j'étais médecin, je prescrirais des vacances à tous les patients qui considèrent que leur travail est important.

Bertrand Russel

Pourtant, la privation volontaire de liberté, de bien-être et de gaîté, n'incite aucunement les «forçats de la terre» à s'en libérer. Bien au contraire, ils réclament davantage d'emplois, prolongent leurs corvées, y compris lorsqu'ils sont en congé et en vacances, consentent à ce que des enfants, des handicapés et des aînés délaissent leurs

écoles, leurs foyers et leurs retraites pour trimer. Ils se révoltent contre les suppressions de postes de travail, même s'ils sont dégradants ou dangereux. Ils refusent la fermeture d'entreprises, y compris lorsqu'elles s'avèrent impérieuses pour des raisons de surproduction stérile ou nuisible pour la santé des hommes et de la terre.

Cette tendance à sacrifier sa vie pour de l'argent a son origine dans les profondes séquelles que la misère a infligées aux laissés-pour-compte de l'humanité. *C'est la misère qui a fait les riches. Et si la misère fit des progrès si rapides dans le cours du moyen-âge, ce fut surtout parce que les invasions et les guerres qui s'en suivirent, [...] et tant d'autres causes du même genre, brisèrent les liens qui unissaient jadis les communautés agraires et urbaines; et elles les amenèrent à proclamer, en lieu et place de la solidarité qu'elles pratiquaient autrefois, ce principe: «Peste des besoins! les 'œuvres' seules seront payées, et que chacun se tire d'affaire comme il pourra!»³*

La misère des famines, des pandémies, des guerres, des dépossessions de moyens de subsistance et des déplacements en masse d'esclaves, les Noirs et autres parias les ont jadis subie se sont pour la plupart révoltés. Mais depuis l'avènement du productivisme, une misère, plus violemment et massivement encore, a accablé tous les déshérités. Si leur salut ne pouvait être que dans la révolte, la grande majorité a choisi de se soumettre aux conditions dictées par les accapareurs de leurs biens et de leur pouvoir: *Si vous ne voulez plus de votre misère, travaillez pour nous!*

La solidarité a fait place au chacun-pour-soi, l'altruisme à la rivalité,

la probité à la cupidité. L'aspiration des travailleurs à la vie s'est réduite au piètre instinct d'assouvir leur quotidien par le salaire et la consommation de ce qu'ils ont pourtant produit de leurs mains. En Suisse, la misère chronique des paysans s'est aggravée par l'exode rural, le goût pour l'argent facile, gagné en vendant leurs terres, les aumônes accordées au bon peuple par les exploités des ressources d'autres peuples, par la richesse saisie aux immigrés et par la manne des touristes. Frédéric Engels, qui connaissait bien le peuple suisse, donne lui aussi, les raisons de l'abandon de ses qualités humaines: *L'invasion [en Suisse dès 1820] des touristes anglais [...] a du moins abouti à ceci, que l'antique hospitalité disparut et que les honnêtes habitants des alpages, qui apparemment ignoraient quasiment ce qu'était l'argent, se métamorphosèrent en filous, les plus cupides et tortueux qui soient...⁴*

Le véritable remède contre le chômage est qu'il n'y ait plus de travail pour personne, mais pour chacun une place dans la société.

Albert Jacquard

Les prolétaires en Suisses, du moins ceux qui n'ont pas dû fuir la misère en s'expatriant, sont alors devenus cupides. Ayant été déposés de leurs lopins de terre, de leurs ateliers, de leurs boutiques, de leurs outils, seuls leur restaient ceux que le capital, en exploitant leur bêtise, leur avait confisqués pour s'enrichir. Honte aux prolétaires! s'exclamait en 1883 l'auteur du *Droit à la paresse*: *Les ouvriers ne peuvent-ils donc pas comprendre qu'en se surmenant au travail, ils épuisent leurs forces et celles de leurs progénitures; que, usés, ils arrivent avant l'âge à être incapable de tout travail; qu'absorbés par un seul vice, ils ne sont plus des hommes, mais des tronçons*

¹ Expression de Paul Lafargue.

² Bertrand Russel, *Eloge de l'oisiveté*, Ed. Allia, Paris, 2002, p. 22.

³ Pierre Kropotkine, *Le salariat*, Ed. La librairie sociale internationale, Paris, 1927, p. 16.

⁴ Frédéric Engels, écrit en 1847, cité par Max Frisch, *Guillaume Tell pour les écoles*, L'âge d'homme, Lausanne, 1972, p. 74.

d'hommes; qu'ils tuent en eux toutes les belles facultés pour ne laisser debout, et luxuriante, que la folie furibonde du travail⁵.

Bien avant Lafargue, Thomas More en 1516, prévoyant les ravages du matérialiste marchand, l'opposait par un retour à la sagesse dans *L'Utopie: Puisque nous mesurons tout à l'aune de l'argent, il s'en suit nécessairement que soient exercés*

de nombreux métiers vains et totalement superflus, qui ne sont au service que du luxe et du plaisir. [...] Mais si tous ceux [...] qui vivent sans rien faire [...] était universellement mis à faire œuvre utile, vous pourriez voir facilement qu'un bien petit temps de travail serait suffisant, et même plus que surabondant, pour procurer toutes les choses nécessaires et commodes à l'usage

humain, et même encore les plaisirs qui sont honnêtes⁶. Alors, que cette utopie-là devienne réalité au plus vite. Il en va de la capacité de l'espèce humaine à guérir sa folie du travail pour pouvoir ainsi se sauver d'une disparition qui plus que jamais la menace.

François Iselin

⁵ Paul Lafargue, *Le droit à la paresse*, Maspero, Paris, 1969, p. 142.

⁶ Thomas More, *L'utopie*, Gallimard, Barcelone, 2012, pp. 119 et 120.

La liberté est peut-être pour demain!

Les pays émergents, longtemps cantonnés dans le rôle de fournisseurs de main-d'œuvre à bas coût, puis à celui de nouveaux marchés de consommation grâce à la montée d'une classe moyenne locale, vont également finir par abriter le plus grand nombre de très grosses entreprises, ainsi que les revenus qu'elles génèrent. La crise du capitalisme mondial s'accroît de jour en jour, lentement mais sûrement. D'ici 2025, la moitié des plus grandes entreprises du monde seront basées dans les pays émergents. Durant de longues années, les ouvriers de ces pays ont fabriqué pour nous tout ce dont nous avons besoin, ainsi que les biens superflus. Mal payés, exploités, ils ont pris goût à tous ces articles de consommation et à présent ils veulent en posséder eux aussi. Ils ne veulent plus se contenter d'être les ouvriers du silence œuvrant comme des fourmis, sans répit et sans droits, dans les grands magasins du monde. Ils veulent consommer à tout prix. Alors, de délocalisation en délocalisation, le travail se fait rare dans nos contrées. Le chômage et des situations précaires touchent de plus en plus de monde. La jeunesse, pourtant bien éduquée, ne trouve plus d'emploi. Les seniors, qui pourtant ont de l'expérience, sont mis à la retraite anticipée, car le coût du travail est trop élevé en Suisse. Alors, comment y remédier? En baissant le coût salarial pour les entreprises. En essayant de les attirer, non pas avec du chocolat, mais avec une idée révolutionnaire.

Plus de 130'000 signatures ont été récoltées, ont annoncé les initiateurs de l'initiative d'un revenu de base

Ce n'est pas le travail qui est la liberté: c'est l'argent qu'il procure, hélas!

Gilbert Cesbron

pour tous. Espérons que le peuple votera en faveur de cette belle avancée sociale. Mais de quoi parle-t-on exactement? Chaque personne, active ou non, vivant légalement en Suisse, touchera la somme de 2'500 francs par mois si elle est adulte, et 625 francs par mois s'il s'agit d'un mineur de moins de 18 ans. Cela peut paraître utopique, voire à la limite, déraisonnable et pourtant il n'en est rien! Tout le monde y gagnera, à commencer par les entreprises. Imaginez, un employé qui reçoit actuellement un salaire mensuel de 6000 francs recevra 3500 francs de son entreprise et 2500 francs de revenu de base de la Confédération. Comme vous pouvez le constater, les travailleurs ne perdront pas au change, alors que pour les entreprises, les charges salariales baisseront. Elles pourront produire à moindre coût. C'est donc un marché gagnant-gagnant. Bien sûr qu'il faudra au préalable fixer des conditions-cadres afin qu'il n'y ait pas un afflux de migrants vers notre pays.

Le revenu de base pour tous favorisera l'engagement comme chacun l'entend. Certains pourront choisir de travailler à 40, 50, 60 ou même 80 % pour être plus présents auprès de leur famille, de leurs enfants. D'autres pourront donner de leur temps comme bénévoles dans le social, ou s'investir

dans la culture. Il paraît même que les soins aux proches seront enfin rémunérés. Chacun d'entre nous pourra enfin développer son côté artistique et donc s'épanouir et retrouver le bonheur de vivre. Cette initiative va remettre la dignité humaine au cœur du débat, elle ramènera l'argent, l'économie et la compétitivité à leurs justes places. Effectivement, l'argent doit redevenir un moyen de subsistance et non une fin en soi. En fait, il s'agit tout simplement de redistribuer la richesse afin de permettre à tout un chacun de mener une existence digne et surtout, d'avoir le temps et l'envie de participer plus activement à la vie publique. En votant pour un revenu de base pour tous, les citoyens de ce pays donneront une belle leçon de démocratie au monde entier. Ainsi, la Suisse deviendra le pays du partage, de la solidarité. Notre devise n'est-elle pas: un pour tous, tous pour un? Le moment est venu de l'appliquer, cela s'appelle: le progrès social.

J'ai tellement besoin de temps pour ne rien faire, qu'il ne m'en reste plus assez pour travailler.

Pierre Reverdy

Amis, nous ne redeviendrons pas des chasseurs-cueilleurs, nous allons juste avoir plus de liberté.

Emilie Salamin-Amar

Travailler pour le plaisir

En 1979 paraissait un petit livre intitulé «*Travailler deux heures par jour*». L'auteur en était le groupe «Adret» qui comprenait, entre autres, un scientifique et une employée de la poste. Il faisait remarquer, en particulier, que les contraintes économiques obligeaient souvent le citoyen à «perdre sa vie à la gagner». Il distinguait entre le travail libre, celui que l'on a choisi soi-même, et que l'on fait parce qu'on le trouve utile et parce qu'il procure aussi du plaisir, et le travail lié que l'on fait de manière commandée moyennant un salaire.

... on ne transformerait pas la situation tant qu'on ne renoncerait pas à la recherche du profit comme moteur des activités humaines.

Roger-Louis Junod,
La grande révolution de la fin du siècle

Il est vrai que la distinction entre ces deux modes de travail n'est pas absolument claire et définie, le travail lié pouvant aussi être agréable et enrichissant. Mais le point important est que le but du travail lié n'est en général pas fixé par celui qui l'exécute et peut très bien lui échapper. Par ailleurs, une partie importante du travail lié est exécutée aujourd'hui par des machines, réduisant d'autant le nombre d'emplois, ce qui est en totale contradiction avec l'idéal du plein emploi si ardemment désiré par les décideurs politiques et économiques.

On travaille aujourd'hui beaucoup pour l'obsolescence ce qui a provoqué une certaine camelotisation des appareils et gadgets vendus dans le commerce. Cela fait que les appareils sont plus souvent remplacés, ce qui augmente les ventes. L'accent est mis sur la quantité plus que sur la qualité. La croissance de la production fait augmenter le produit national brut (PNB) qui est supposé être une mesure de la prospérité. Cette conception de l'activité

humaine conduit nécessairement à une production toujours plus grande de déchets non recyclables, même si des efforts ont été faits pour promouvoir ce que l'on appelle abusivement «l'écologie industrielle» qui consiste, en simplifiant, à utiliser les déchets des uns comme matière première pour les autres (voir: Suren Erkman, *Vers une écologie industrielle*, Editions Charles Léopold Mayer, 2004). Même si cette démarche est à saluer, elle ne résoudra pas le problème de fond. D'abord parce qu'elle a besoin d'énergie et ensuite parce qu'elle ne peut pas empêcher la production de déchets non recyclables auxquels il faudra bien trouver une destination. De plus, il y a des déchets tout à fait irrécupérables et dangereux, par exemple certaines substances chimiques et surtout les déchets radioactifs qui dans un premier temps avaient tout simplement été jetés dans la mer.

De toute façon, le recyclage a des limites. Plus le taux de recyclage augmente, plus il faut d'énergie pour le réaliser. C'est aussi le problème de l'épuration des eaux usées, telle que mise en œuvre dans les stations d'épuration. Plus les quantités d'eaux usées sont grandes et plus on veut pousser l'épuration, plus il faut de place et d'énergie. C'est le prix à payer pour se substituer aux mécanismes naturels. On finira par réaliser que pour sortir de ces difficultés, il faut cesser de produire des déchets non recyclables (la nature n'en produit pas), et réduire drastiquement le gaspillage de l'eau. Cela exige en particulier de remplacer le WC par des toilettes sèches.

Ces restrictions aboutiront aussi à travailler moins. Si l'on choisit de se partager le travail restant, on travaillera moins d'heures par jour ou moins de jours par semaine. Il sera donc nécessaire de s'inventer d'autres manières de s'occuper. Ivan Illich parlait déjà du chômage créateur: «*L'idéologie qui identifie progrès et abondance dégrade des activités non marchandes même dans des régions où la plupart des*

besoins étaient encore satisfaits par un mode de vie de subsistance.» (Ivan Illich, *Le chômage créateur*, Firmin-Didot S.A., 1977). Le chômage créateur c'est aussi de faire de manière libre ce qui est produit par le travail lié. D'encourager le bricolage par exemple. Cela met en question la notion de brevet: si on a une bonne idée, pourquoi ne pas laisser tout le monde en profiter librement? Le brevet illustre la prédominance actuelle de la pensée économique et du profit sur la coopération et la convivialité.

Le travail est l'opium du peuple et je ne veux pas mourir drogué.

Boris Vian

Les activités artistiques et culturelles permettent aussi de réduire le travail lié. Par ailleurs, le travail libre ou lié devra se concentrer davantage sur la satisfaction des besoins fondamentaux, à savoir se nourrir, se loger, s'habiller. Ces activités premières n'occupent aujourd'hui qu'une faible partie du temps de travail et sont de plus exécutées en bonne partie par des machines. La fin du pétrole va forcer beaucoup de monde à utiliser la force musculaire pour les activités premières. Cela devrait favoriser l'entraide et la collaboration. Et sans pétrole il y aura moins besoin de routes et d'aéroports. L'avion solaire de Bertrand Piccard c'est rigolo, mais ça ne résout aucun problème de transport. La voiture électrique ne peut se substituer que très partiellement aux voitures à moteurs thermiques et entraînera un problème pas triste de gestion de batteries. L'activité économique est donc condamnée à diminuer à plus long terme. Et sur une planète finie, c'est de toute façon inéluctable, et pourquoi pas, réjouissant.

Pierre Lehmann

Pour un revenu de base inconditionnel

Huit millions de pièces de cinq centimes ont été déversées d'un camion sur la place Fédérale à Berne le 4 octobre dernier. C'était notre manière, au comité d'initiative, de montrer graphiquement l'utilité pour chaque habitant de la Suisse d'un revenu de base inconditionnel: de l'argent en suffisance pour que chacun-e puisse vraiment vivre en dignité. Et c'est ce jour-là que nous avons déposé à la Chancellerie notre initiative populaire fédérale allant dans ce sens, munie de 126'000 signatures.

Cet article, sans pouvoir faire le tour du revenu de base (RdB), fournira une brève introduction et se concentrera sur deux aspects majeurs, les effets sur la société et le lien avec les droits de la personne humaine. Il terminera en montrant pourquoi il ne s'agit nullement d'une utopie mais d'une nouvelle organisation de notre société qui est à la fois nécessaire et possible.

Le revenu de base, aussi appelé «allocation universelle», est un montant mensuel que recevra de plein droit chaque résident-e de la Suisse, riche comme pauvre, travailleur comme chômeur ou comme rentier. Pourquoi les riches aussi? Parce que le RdB est un *droit*, le même pour tous. A la place d'aides et d'assurances diverses et variées, toutes sous conditions, nous proposons qu'un socle financier suffisant pour vivre en dignité (sans plus) soit octroyé *inconditionnellement* à chaque habitant-e, concrétisant réellement – pour la première fois – le droit constitutionnel à une vie digne.

Il faut concevoir le RdB non pas comme un montant donné à chacun par l'Etat, mais comme la part de la richesse commune qui appartient de plein droit à une personne de par le simple fait d'exister. Tout comme la liberté, les moyens de mener une vie digne font partie intégrante des droits de la personne humaine, ne dépendant d'aucune prestation, effort, mérite ou travail de sa part. Il s'ensuit que le RdB est payé à chaque personne individuellement, ne dépend pas de la situation familiale, et doit être d'un montant (par ex. 2500 ou 3000 francs) qui permet à lui tout seul de vivre correctement et de participer à la société.

Quelques mots sur la nécessité du RdB. La productivité ne cesse de grimper, et tant mieux. Nous produisons déjà tout ce qui est nécessaire sans avoir besoin de plus de postes; chaque jour il devient plus difficile pour un chômeur de retrouver du travail, et notre société n'aura jamais plus le plein emploi. Or l'intégration de chacun dans la société actuelle se fait par un mécanisme et un seul, le travail rémunéré, ce qui a pour conséquence que de plus en plus de gens sont marginalisés injustement et arbitrairement parce qu'il n'y a plus assez de postes pour tous. Le RdB représente un changement de paradigme où l'intégration se fait de la même manière pour tous, indépendamment du fait d'avoir ou non un travail rémunéré.

Nos systèmes actuels de revenus de substitution pour ceux qui, temporairement ou durablement, n'ont pas

de salaire sont complexes, boiteux et dégradants. Les assurances sociales, les prestations complémentaires et les subsides ont tous des conditions compliquées et difficiles à appliquer; presque tout le travail des assistants sociaux se réduit à des contrôles et calculs financiers et il reste peu de temps pour le travail effectivement social. Les demandes à faire et les contrôles à subir sont intrusifs et abaissants; l'expérience à certains endroits en Suisse montre que jusqu'à 50% des ayants droit ne font pas la demande d'une prestation à laquelle ils ont pourtant droit.

Avec le RdB, nous introduisons de grands changements dans la relation des gens au travail. Ces changements sont voulus et seront très certainement bénéfiques, mais leur étendue n'est pas vraiment prévisible aujourd'hui. Il s'agit surtout de donner un vrai choix à beaucoup de personnes quant à leur emploi: quel travail, à quel taux d'occupation, pour quel salaire, étant donné que les moyens de subsistance sont déjà garantis. On s'attend à ce que pratiquement chaque personne puisse dorénavant s'occuper de façon sensée pour elle: soit un poste normal, voulu et choisi, mais peut-être à un taux réduit; soit un travail totalement différent, qui jusqu'ici n'était pas une option parce qu'il rapportait trop peu; soit des occupations non salariées qui font sens, et pour lesquels il y a maintenant le temps et l'énergie disponibles. Du coup, tous les travaux accomplis mais non rémunérés aujourd'hui, tels que les soins des enfants et les tâches ménagères ou le travail bénévole (travaux qui représentent déjà les 60% des heures effectivement travaillées, les heures salariées n'étant que les 40% restants), seront considérablement revalorisés.

Le système du RdB est une utopie dans le sens d'un nouveau monde souhaitable (sinon parfait), mais n'est pas une utopie impossible. Au contraire, de sérieuses études économiques attestent de sa praticabilité. Il faut d'abord retenir que ceux qui aujourd'hui ont un revenu élevé n'y verront pas d'augmentation nette: la différence pour eux sera que les premiers 2500 francs de ce même revenu seront inconditionnels. (Un mécanisme possible est la rétrocession de ce même montant sur le salaire.) De cette manière, sur les 200 milliards que coûtera un RdB de 2500 francs (moins pour les mineurs) pour 8 millions de personnes, à peu près 130 milliards seront couverts. Les prestations des assurances sociales, remplacées jusqu'à concurrence de son montant par le RdB, fourniront peut-être 40 milliards, ce qui laisse approximativement 30 milliards à trouver, un montant tout à fait réaliste.

Le meilleur modèle pour le RdB dans notre monde actuel est l'AVS, dont la seule condition est l'âge. Depuis sa première revendication vers 1912 et la grève générale de 1918, l'AVS a pris plus de 30 ans pour faire le chemin menant d'une utopie à une réalité. Nous espérons que le RdB n'aura pas besoin d'autant.

Gabriel Barta

La fin est le début d'autre chose

Toute nouveauté, quelle qu'elle soit, nécessite de faire le deuil du passé (Loi de la Vie).

Commençons par un peu d'étymologie et de Langue des Oiseaux¹:

Le mot **travail** issu du latin *tripalium* est un instrument de torture à trois pieux, le fameux supplice du pal. Autrement dit, le travail apporte la souffrance... jusqu'à ce que mort s'ensuive. D'ailleurs qui en vérité aime son travail? Passons au mot **labeur**, du verbe labourer (son champ), qui indique des efforts avant la récolte. Vocabulaire plus noble que le travail romain! Le cerveau inconscient ne distingue pas l'orthographe dans les sons, c'est pourquoi le **labeur** apporte du beurre sur la tartine, surtout avec les copains qui signifie couper, partager le pain avec son prochain. Ne parlons pas du mot **bossier**, qui amène à cabosser, «y' a qu'à bosser» quoi! Des bosses, des cabosses, encore des douleurs en perspective...

Issu de l'anglais, nous avons le mot **job** qui fait référence au personnage biblique de Job, du même sens que Joseph qui lui provient de l'ancien égyptien Yuef qui désigne le corps, la dépouille d'Osiris.

En anglais donc, le job fait référence à l'emploi, à la tâche, mais a le sens de sale coup dans le code criminel. A Sumner, il pouvait avoir le sens de réussite, suivie de lamentations avant de tomber dans un piège; d'ailleurs la Bible raconte l'histoire d'un homme résigné, perdant tout, accablé des pires maux, avant de pouvoir refaire sa vie. L'hébreu le traduit par qui ajoute, qui prolonge et signifie en biopsychologie que les parents ne désirent pas vraiment leur petit Joseph, leur petit Job. Il est souvent «employé» dans l'expression job d'été, provisoire, de vacances. Toute l'histoire inconsciente d'un Job raconte des mémoires de stérilité ou de grandes épreuves pour avoir un enfant, donc pour se réaliser dans l'existence.

Viens ensuite le **boulot** dans le jargon² de la sagesse populaire, le folklore³. Le bouleau qui se réfère à l'arbre de médecine par excellence, celui qui permet un nettoyage, une pur(ge)ification de l'organisme, une désintoxication générale. Dans l'esprit du shaman, il est une acceptation de la mort pour pouvoir guérir d'une absence. Dans la langue gauloise, il désigne l'arbre du soleil. Ses symboles sont la santé, la chaleur, la lumière, la conscience, la maturité, le Père, la réussite sociale. Est-il possible de trouver encore «une idée/son» de l'activité professionnelle plus belle encore que le boulot? Je pense que oui.

Voici donc la cerise sur le gâteau (expression trop pyramidale à mon goût), non disons plutôt le vocable le plus au cœur de la conscience sociale: je veux parler de notre capacité à **œuvrer!** Souvenons-nous que le mot ouvrier a sa source dans le vocable œuvrier, du verbe œuvrer. Ainsi, pour nos réalisations familiale, morale et sociale, nous devrions tous devenir des ouvriers de l'Humanité!

Donc perdre son travail est une très bonne chose pour notre inconscient. D'ailleurs, nos voisins Tibétains nous disent: «Si tu as deux chemins, choisis le plus difficile».

Soyons objectifs pour l'avenir en comprenant ce que la perte d'un emploi nous amène à vivre et à mourir:

- 1) nous remettre en question vis-à-vis du travail perdu;
- 2) à dépenser (et non prendre) du temps pour s'écouter, s'interroger, se reposer, se réparer et se ressourcer;
- 3) faire une pause avant de changer de métier, soit créer une nouvelle entreprise en tant que patron.

La question fondamentale à se poser est:

- est-ce que je fais mon «taf»⁴ pour moi «m'aime» ou par besoin de reconnaissance (père, patron, peuple/société)?
- Est-ce que je fais «ça» à cause d'une souffrance ou grâce à une joie?

Pour le cerveau

Ce qui n'est pas obtenu est remplacé; autrement dit, une chose non résolue fait place à un transfert: le doudou devient le ballon, qui devient la voiture, qui devient le téléphone, qui devient l'ordinateur. Est-ce que je bosse pour du fric ou par amour du métier, de l'œuvre, de la créativité, de la Création?

Ambition et idéal

L'ambition traduit un puissant manque de reconnaissance, en général une humiliation avec le père, ce qui est le cas avec un chef d'Etat. Le besoin d'être au-dessus des autres, plus fort, meilleur est le premier pas vers la guerre.

L'idéal est une valeur universelle, comme d'œuvrer pour le bien, le beau, le bon, la paix sur Terre, l'harmonie entre les espèces, l'acceptation de l'autre et de sa différence. Ceci, sans vouloir être supérieur en richesse, pouvoir et intelligence. Il est de toute manière plus facile de paraître que d'être, puisque je suis toujours plus près de moi que des autres!

Pour le cerveau

L'argent a remplacé l'amour et le paraître/célébrité/pouvoir a remplacé la confiance en soi. «*Ne soyons pas esclaves de nos manques mais libres de nos joies*» (Terry Chaisin).

Quand nous aurons compris que nous sommes tous responsables des malheurs du monde, car nous consommons ce qui nous détruit, alors viendra le temps où nous chercherons la réussite en nous et plus à l'extérieur.

C'est pourquoi nous devons, au-delà du travail, avoir un Bouleau (arbre de la conscience de soi) qui nourrisse notre idéal d'avoir et de développer un But dans la Vie! Comme celui d'être en bonne santé, d'apprendre à être heureux et d'éveiller en nous l'acceptation, la simplicité et la sagesse. Comme de construire le bonheur sur des valeurs véritables.

«*L'intelligence c'est de pouvoir s'adapter*», Clint Eastwood, Le maître de guerre.

«*Ma profession est l'expression d'une maladie que je viens réparer*», principe de biopsychologie.

¹ interprétation du Verbe selon les anciens druides. Qui tient compte du son et non de l'orthographe

² langue d'initiés, langue des Oiseaux

³ étude, connaissance, sagesse du peuple

⁴ boulot en argot parisien

Un souffle d'espérance

Un mouvement de fond semble s'engager dans la recherche de solutions à l'insupportable injustice salariale, financière, environnementale qui vampirise la majorité des citoyens de cette planète. Les «indignés» de toutes écoles: initiative 1:12, revenu universel inconditionnel, salaire minimum, initiative monétaire, d'autres sujets encore, sont autant de forces de propositions variées, ciblées pour tendre vers plus d'équité et une reprise en main citoyenne de l'économie.

Si pour gagner deux fois plus, il faut travailler deux fois plus, je ne vois pas où est le bénéfice.

Raymond Castans

Il est vrai qu'à l'échelle de notre brave Helvétie, ces solutions sou-mises au vote vont bousculer quelques privilégiés et les pousser vers de nouveaux jeux comptables internationaux, mais ne devrait pas chambouler la dynamique générale de notre économie. On est bien obligé de reconnaître que tant que le reste du monde continue sur la voie d'aujourd'hui, cela ne va pas nous faciliter la vie. Mais si nous ne bougeons pas, qui d'autre pourrait le faire sans passer par la case révolution, conflit, destruction? Il est bon quand même de se rappeler que notre pays, de par son système démocratique, est vu comme un laboratoire d'idées citoyennes, même si jusqu'à maintenant, nous nous soyons plutôt distingués par des signes de fermeture, de crispations et de peurs viscérales. On peut expliquer cette attitude, mais elle fait le jeu des forces centrifuges.

Nous pouvons observer très clairement aujourd'hui que, de par les moyens déséquilibrés mis dans la balance, nous n'entendons et lisons pratiquement que les plaintes de ceux qui travaillent dans la sous-traitance des multinationales, du luxe et de la recherche, convaincus et/ou encouragés à exprimer une peur panique de voir les cadres dirigeants filer comme des lapins parce qu'ils ne pourraient pas vivre décemment avec un demi-million par an. Il est à noter que l'argent, offert

si généreusement à ceux qui n'en ont déjà plus besoin, ne retourne que très peu dans l'économie réelle, vers les petites entreprises, les artisans, les artistes, mais part dans les limbes de la spéculation.

Pourtant cette indécence salariale ne s'est installée que très récemment, avec la mondialisation. Cette logique compétitive a lancé une machine infernale qu'il faut calmer absolument, afin d'éviter un futur qui nous embarque joyeusement vers un royaume d'esclaves au service d'une minorité. A son service s'agitent en permanence nombre de conseillers, faiseurs d'opinion pour squatter les médias, distiller l'inquiétude dans l'esprit des citoyens, autour de ces dangereux objets de consultations. Comme d'habitude, les arguments avancés ne vont pas manquer pour répéter les mêmes antiennes entendues en 1948 déjà, lors du vote sur l'AVS: on va faire fuir ces magnifiques managers humanistes, contraints à la mendicité pour développer de nouvelles versions de produits superfétatoires,

pendant qu'une proportion de gens toujours plus large s'arrache les cheveux pour trouver de quoi nourrir, loger, soigner et faire étudier décemment leurs proches.

La vie n'est pas le travail: travailler sans cesse rend fou.

Général de Gaulle

Il est vraiment temps aujourd'hui d'inverser la tendance débiliteuse distillée par cette philosophie marchande et de redonner du courage, de l'espoir au plus grand nombre, d'ici et d'ailleurs. Commençons, nous, par donner une chance à l'avenir et appuyons ces forces de proposition, sachant que cela ne va pas tout régler, que de nouvelles difficultés vont apparaître inmanquablement. Mais offrir des signes d'espérance à nos jeunes d'abord, à tous les autres aussi, ne serait pas un luxe.

Edith Samba

LE BILLET DE REMY COSANDEY

Des affiches ignobles

Avec l'UDC, on a déjà tout vu en matière d'affiches. Pour combattre l'immigration et les minarets, ce parti a imprimé et posé des affiches qui dépassaient le stade de la xénophobie, voire du racisme. Et rebelle! Lors de la récente campagne en faveur de son initiative faussement appelée «Pour les familles: déductions fiscales aussi pour les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants», il en a remis une couche.

L'UDC a montré deux petits bambins du même âge. Le premier avait un rire éclatant avec l'inscription «Déduction fiscale». Le second montrait un visage pleurnicheur avec la mention «Sans déduction fiscale». C'est ignoble de prendre ainsi des bébés en otage mais on sait depuis longtemps que les dirigeants de cette formation politique qui se dit «démocratique» et «du centre» ont perdu le sens de la tolérance et de l'honneur. Je m'étonne tout de même que certains militants de l'UDC que je connais et qui sont des personnes respectables ne disent pas un mot pour dénoncer les excès de leur parti. Le silence est souvent perçu comme de la complicité!

La manœuvre dégradante de l'UDC a heureusement échoué, l'initiative étant refusée par 58,5% des voix. Et dire que les électrices et électeurs étaient favorables à 64% au départ de la campagne! Pour une fois, l'argent et la démagogie ont perdu la partie lorsque les conséquences néfastes de cette initiative ont été soulignées. L'UDC devrait cesser de prendre les électrices et les électeurs pour une bande d'illettrés! Et surtout arrêter de parler au nom du peuple, mot auquel ses dirigeants mil-lionnaires sont totalement étrangers.

Travailler pour détruire?

Marx ne s'est pas trompé: l'histoire de l'humanité est bien celle de la lutte entre classes sociales, patronat contre prolétariat, décideurs contre exécutants, maîtres contre esclaves... Mais, depuis un siècle et demi, la capacité de résistance des exploités s'est affaiblie au point que le cours de l'histoire est figé. Non seulement le travail contraint n'améliore plus les conditions de vie sur terre, mais la perspective d'une sortie de l'impasse, conduite par la grande majorité des hommes, paraît bloquée.

C'est que la vente de la force de travail contre salaire se fait sans contrat, ni conditions. Seuls sont pris en compte le temps et le type de travail accompli; sa pénibilité, sa finalité, ses dangers pour l'intégrité physique et mentale ne font pas partie du contrat d'engagement. Une fois qu'il les a embauchés, le patronat utilise ces forces de travail comme bon lui semble. Certes des syndicats et des partis dits ouvriers tentent de prévenir les accidents et cancers professionnels, les troubles et les suicides qui en découlent, mais leur autorité, leur crédibilité et même leur présence sur les lieux de travail sont menacées sous prétexte qu'ils entravent la sacro-sainte croissance.

Piégés par la marchandisation des biens de première nécessité, les «damnés de la terre» sont contraints de travailler pour acquérir ce qu'ils ont produit. Mais la quête d'un emploi salarié implique leur soumission aux ambitions des détenteurs des moyens de production, financiers et matériels. Mais pour les marxistes, un tant soit peu rigoureux, l'exploitation capitaliste du prolétariat ne se limite pas à l'échange de leur temps de travail contre un salaire. Elle se double de l'aliénation consistant à s'approprier, non seulement la force physique des travailleurs, mais aussi leur capacité de jugement, leur conscience de classe, leur volonté de résistance et leur désir d'épanouissement.

C'est pourquoi le capitalisme productiviste, qui domine actuellement

le monde, a réussi à vaincre son principal obstacle: une révolution sociale qui le déposséderait des pouvoirs usurpés et des avoirs confisqués. Pour ce faire, le capital a réussi à persuader la majorité des salariés que toute résistance était vouée à l'échec; la lutte de classe n'ayant plus de raison d'être puisqu'il a décrété la «fin de l'histoire».

Ce qui surprendrait Marx aujourd'hui, c'est que l'aliénation du prolétariat a pris une tournure bien plus profonde et dangereuse. Elle contraint les travailleurs à participer consciemment à l'emballage productiviste et à en accepter les conséquences, soit la destruction de la planète et, avec elle, le risque d'extinction de l'espèce humaine.

Cela explique que les salariés consentent à sacrifier leur vie aux tâches mortifères qu'on leur impose, à s'exposer aux cancérigènes, aux toxiques et, pour ceux qui sont affectés aux guerres intercapitalistes, aux armes de destructions mises entre leurs mains. Ils se doutent que ces «moyens de production» les tueront au travail ou dès la retraite. Ils savent que leur espérance de vie sera réduite de plusieurs années par rapport à celle de leurs adversaires; pourtant ils se soumettent, faute de vouloir résister. Une fois atteints dans leur intégrité physique ou mentale, plutôt que de s'élever contre leur empoisonneur, la plupart se contentent de quémander l'indemnisation pour les dégâts subis. Ils marchandent leur souffrance et leur mort comme ils l'ont fait de leur vie.

Etant aliénés au point de sacrifier leur existence et celle de leurs semblables pour d'illusoire maintiens de leur emploi, promotions, augmentations ou promesses de consommation accrue, la grande majorité des travailleurs ont été jetés dans le camp des destructivistes.

La planète et l'humanité vont mal et une sortie de l'impasse productiviste est plus qu'incertaine. Osons poser la question: à qui la faute? Aux méchants décideurs, pollueurs,

empoisonneurs des hommes et de leur environnement? Pas si simple! Qui sont les complices de leur criminelle cupidité? Qui exécute leurs basses besognes? Qui polluent, qui empoisonnent leurs semblables? Qui sont ceux qui répriment, excluent ou tuent sous prétexte d'exécuter les ordres? On connaît la chanson: «on ne pouvait pas savoir», «on n'avait pas le choix», «on n'a fait qu'obéir». C'est ainsi que les criminels tentaient d'échapper à la vindicte publique!

Le libre arbitre, la conscience de classe, le respect humain, la quête de liberté ne sont pas des concepts obsolètes. Chacun est libre de faire valoir ses convictions et d'imposer ses choix. Mais l'intégrité morale a son prix. Il peut en coûter un emploi, un revenu, une promotion, la misère même, mais qu'importe?

Jadis, le renversement du destructivisme capitaliste pouvait découler de grèves générales, d'occupations d'usines, de sabotage de la production. Aujourd'hui le système dominant a acquis une telle emprise sur la conscience des dominés que seul compte le refus catégorique de la moindre compromission avec les fossoyeurs de l'humanité.

Refus de parvenir, refus de s'enrichir, de subir. Refus de céder à la moindre compromission susceptible d'affecter l'intégrité et la dignité de ses semblables, vivants ou à naître. Grâce à ces refus, tous les travaux serviles, stériles et meurtriers seraient bannis. Les usines de produits superflus, de matières nuisibles et d'armement seraient désertées, les installations nucléaires civiles et militaires démantelées au profit d'une production qui respecte la vie des êtres et de la nature.

Alors, en échange d'argent, de confort et de luxe, nous aurons retrouvé le temps de vivre, de penser et de créer. La fin de l'histoire? Bien au contraire! Le début d'une nouvelle qui, cette fois, sera sûrement la bonne!

François Iselin

La grande révolution de la fin du siècle

Roger-Louis Junod, Editions Alphil, 2013



Notre révolution s'est accomplie par la voie démocratique. Permettez-moi de vous rappeler les principes de notre distributisme abondanciste.

Le livre de Roger-Louis Junod est composé de sept histoires courtes, la première commence en 2064 et la dernière se termine un siècle plus tard. On découvre alors que l'économie distributive abondanciste était née dans l'esprit de l'économiste français Jacques Duboin dans les années 1923-1931. Une révolution restée lettre morte.

Le livre de Roger-Louis Junod qui, à 90 ans, n'oublie pas ses engagements sociaux, peut être commandé aux Editions Alphil, case postale 5, 2002 Neuchâtel 2, pour le prix de 27 francs.

Mousse boulanger

Roger-Louis Junod est né en 1923 à Corgémont (Jura). Il publie un livre d'anticipation intitulé *La grande révolution de la fin du siècle*. Il s'agit bel et bien du 21^e siècle. Inutile de dire que la lecture de ce livre donne un peu le vertige. Nous sommes en 2050 et voici qu'un poète nommé Serge Dessaulles publie un recueil de poésie encensé par tous les critiques de France et de Suisse jusqu'à ce qu'un simple chroniqueur découvre la supercherie, le plagiat du soi-disant génie. Même le titre, *Malin Plaisir*, est emprunté au poète Jean Cuttat, tout comme une grande partie des poèmes publiés par l'imposteur qui devient la proie des médias grâce au scandale.

Les années passent et nous voici au 12 mai 2086. Naît en Bosnie une nouvelle théorie politique: «l'économie abondanciste distributiste», capable d'abolir la misère dans l'abon-

dance. Tout objet, quel qu'il soit, pouvait être payé par une carte de crédit inépuisable. Chaque citoyen ne devait se procurer que ce dont il avait besoin, le superflu ne pouvant que créer le retour à la misère. En Bosnie et dans le monde entier on produisait trop d'aliments, trop d'objets, trop de tout que les populations désargentées ne pouvaient pas acheter. Alors que faire de ce superflu. On finit par comprendre qu'on ne transformerait pas la situation tant qu'on ne renoncerait pas à la recherche du profit comme moteur des activités humaines.

C'est alors que l'Union européenne se réveille grâce au discours du représentant de la Bosnie. Il proclame: *Vous n'ignorez pas que dans mon pays le parti de l'Abondance est parvenu depuis 2084 à supprimer la pauvreté en procurant à tous les biens qui leurs sont nécessaires.*

Décérébré: dossier Georges Simon

François Iselin, paru en 2013

«Ce qui est maintenant prouvé ne fut jadis qu'imaginé» (William Blake)

«Monsieur le journaliste, comme vous le découvrirez dans la liasse ci-jointe, il y a bien eu un programme secret de manipulation du comportement psychique de certaines personnes aux fins de les soumettre aux intérêts d'employeurs, de commerçants ou de politiciens. En contrôlant étroitement la conscience et le comportement de leurs victimes, le Gestapan pouvait les soumettre à sa seule volonté, les forcer à travailler sans répit, ni profit, les inciter à consommer sans compter ou les enrôler de force dans leurs rangs. Mais, cette télémanipulation de l'esprit lui permettait surtout de briser toute velléité de saborder l'ordre établi».

A présent... imaginez qu'un jour, dans la benne à papiers de la déchetterie de votre quartier, vous découvrirez un dossier «Ultra secret». Que feriez-vous? Vous le liriez, bien

entendu. Et après, que ferez-vous de toutes ces informations? Vous nous le direz le jour où cela vous arrivera. Mais, imaginez encore, et si le contenu de ce dossier était votre histoire, vos démêlés avec un organisme puissant, les services secrets, par exemple, comment vivrez-vous cette mise sous contrôle forcé? Cette manipulation de votre cerveau? Cette métamorphose de votre être tout entier? Difficilement, sans aucun doute, surtout si vous êtes innocent, victime d'une machination infernale.

L'excellent livre de François Iselin se lit page après page. Il s'agit d'une correspondance interne. Il n'y a pas de récit comme dans un roman, mais une magistrale mise en scène!

François Iselin est un «anarchitecte», un homme libre, un bâtisseur révolutionnaire dans tous les sens du terme, un brasseur d'idées visionnaires. Alors que les écoutes faites par la NSA font la «une» de

tous les médias ces jours-ci, on peut dire que François Iselin était en avance sur son temps... comme toujours! Son excellent livre «Décérébré Dossier Georges Simon» a vu le jour quelques mois auparavant. En le lisant, certains lecteurs seraient tentés de lui coller l'étiquette non appropriée de fiction, alors qu'il s'agit là d'anticipation. Effectivement, tous les «accessoires» qu'utilise François Iselin dans son roman existent déjà bel et bien. Reste à espérer que ces méthodes ne soient jamais mises en pratique, où que ce soit dans le monde.

Emilie Salamin-Amar

Que faire pour enrayer l'évolution mortifère qui a commencé à détruire matériellement et spirituellement notre planète et qui, telle une immense marée noire dont la montée implacable rend dérisoire les dispositifs visant à l'endiguer, vient submerger de sa boue gluante les choses et les âmes.

Alain Accardo, 2001



Pour une fois, une «Bonne nouvelle» culturelle!

Samedi 16 novembre 2013 à Thonon-les-Bains (France), *Lettres Frontière* fêtait ses 20 ans. Belle occasion pour les férus de lecture de rencontrer les auteurs des dix livres lus durant l'été: cinq de Suisse et cinq de régions frontalières françaises.

La sélection de ces dix ouvrages se veut intergénérationnelle: cette année, deux très jeunes auteurs dont un nous proposait son premier roman, plusieurs auteurs confirmés et d'autres au mitan de leur carrière. A l'occasion de cette «Journée des morts», chacun vient présenter son livre et répondre aux questions du public. On peut aussi participer à des débats réunissant plusieurs écrivains sur des thèmes variés tels «Force de l'imaginaire et énergie littéraire» ou «Quand le paysage devient personnage à part entière», etc. La journée se termine par la remise du «Prix Lettres Frontière 2013», décerné à deux auteurs, un Suisse romand et un Français, d'après le vote des lecteurs de l'été et celui des membres du jury. Une belle journée vouée au livre par-dessus les frontières!

Assises de la précarité à Genève les 17 et 18 octobre

Face à la montée des inégalités, à la précarisation de l'emploi, à l'aug-

mentation inéluctable des migrations, le nombre et la sévérité des situations de précarité s'amplifient. Il est donc impératif de remettre l'intégration sociale au centre des politiques publiques et, en même temps, de repenser le principe même de solidarité.

Un comité de pilotage a été mis en place; regroupant des intervenants de tous bords, il a mis en évidence quatre problèmes majeurs: migrations, précarité des jeunes, emploi et citoyenneté, famille et enfance. La cohésion sociale ne saurait être l'objet des sujets de discours électoraux mais il faut à la fois expliquer la réalité des besoins et la manière d'y répondre.

D'après *Le Courrier* du 12 octobre 2013

Permaculture... pour une nouvelle agriculture

D'après un pionnier agricole autrichien, on encourage la permaculture avant tout sur des terrains pentus des régions alpestres. On travaille les versants en terrasse pour obtenir de petites surfaces facilement gérables ainsi que des «pièges à chaleur», soit des niches qui permettent le développement d'un microclimat particulièrement favorable à la culture de plantes qui n'existeraient pas à cette altitude. Le travail de culture est réduit au mini-

mum: semis et récolte. La permaculture est un bon moyen de se prémunir contre l'érosion et permet de mieux gérer l'eau en pratiquant la rétention de petits cours d'eau dans les zones accidentées.

D'après le *Journal JFW / Nature*, été 2013

Exploitation du gaz de schiste... La France maintient son interdiction!

La loi validant l'interdiction de l'exploration et de l'exploitation du gaz de schiste en France par fracturation hydraulique vient d'être validée par le Conseil Constitutionnel. Plusieurs permis d'exploitation sont ainsi annulés. Le ministre français de l'énergie et de l'écologie salue une victoire juridique, écologique et politique.

D'après *Le Courrier* du 12 octobre 2013

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15.

Merci!

Il faut arrêter le nucléaire!

Mise en service le 6 novembre 1972, la centrale nucléaire de Mühleberg cessera son activité en 2019. Annonce faite par son propriétaire, la société BKW FMB Energie SA. A l'appui de sa décision, elle invoque des investissements trop élevés pour la poursuite de l'exploitation nucléaire. En réalité, cette centrale ne répond plus aux normes de sécurité, la jupe du cœur du réacteur présentant des fissures conséquentes. Suite à un défaut identique dans des bâtiments de conception similaire, la centrale nucléaire de Würgassen (Allemagne) et l'unité 1 de la centrale nucléaire de Millstone (Etats-Unis) ont été démantelées.

Après Tchernobyl et Fukushima, les défenseurs du nucléaire ne peuvent plus garantir une sécurité totale. Dès lors, qu'advierait-il si une centrale

nucléaire suisse était victime d'un accident majeur? Réponse: la Suisse entière deviendrait inhabitable. Avons-nous le droit de faire courir un tel risque à nos enfants et petits-enfants? Il est irresponsable de proroger de cinq ans l'arrêt de cette centrale – et de toute autre – alors que les risques sont dénoncés depuis des décennies par les scientifiques indépendants et confirmés dans les faits.

Nous parlerons de ce sujet dans notre prochain forum. Mais aujourd'hui déjà, il convient d'utiliser les mots justes: on va abandonner le nucléaire en Suisse (entre 2019 et 2034) mais pas en sortir car il faudra des milliers d'années pour neutraliser les déchets radioactifs. Les marchands d'électricité nucléaire sont vraiment des apprentis sorciers! Qu'en pensez-vous, amis lecteurs?

L e s s o r

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; remy.cosandey@bluewin.ch

Équipe de rédaction
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, François Iselin, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba.

Administration et retours
L'Essor – Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel : CHF 36.–
Compte postal : Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L e s s o r - ISSN 1023-5663

déla pour le prochain numéro : 15 janvier 2014
prochain forum : Il faut arrêter le nucléaire